

Les crédits

Le président suppléant (M. Paproski): Le temps de parole du député est écoulé.

M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord): Monsieur le Président, je veux féliciter le député de Scarborough—Rouge River pour l'excellent exposé qu'il a livré ce matin ainsi que pour la façon dont il a décrit les principaux problèmes qui nous accablent dans la région métropolitaine de Toronto et dans la province d'Ontario. Je profite également de l'occasion pour aborder la question sous l'angle de la mondialisation.

Au cours des vingt dernières années, de profonds changements économiques ont forcé le Canada à s'adapter rapidement à l'émergence de nouveaux rapports internationaux, politiques et économiques. Les pressions exercées par le GATT, l'Accord de libre-échange et la détérioration de notre économie obligent maintenant les Canadiens à trouver des solutions innovatrices pour affronter la concurrence internationale.

Malheureusement, le Canada demeure extrêmement vulnérable face aux défis que présente la mondialisation croissante des marchés. Le gouvernement fédéral actuel a adopté une politique de non-intervention en matière d'économie, préférant s'en remettre au libre jeu des forces du marché international.

La situation est tellement grave en ce moment que les observateurs commencent à dire que le Canada n'a plus beaucoup de marge de manoeuvre pour reprendre la maîtrise de son économie.

L'héritage que va nous laisser ce gouvernement à cause de sa mauvaise façon de gérer l'économie est renversant. Un million et demi de Canadiens, dont 400 000 jeunes, sont en chômage.

Depuis 1989, plus de 300 000 emplois dans le secteur de la fabrication ont été supprimés, la plupart pour toujours. Nous avons enregistré un nombre record de faillites personnelles et de faillites d'entreprises. Les niveaux d'imposition sont plus élevés que jamais, alors que le gouvernement fédéral fait tout pour se soustraire encore davantage à ses responsabilités. Nous en avons de moins en moins pour notre argent.

Je vous ai déjà parlé de la nécessité de conclure un nouveau contrat, un nouveau pacte entre les Canadiens. Le gouvernement fédéral devrait jouer un rôle clé pour définir les relations socio-économiques dans notre société.

De tout temps, les relations entre les Canadiens ont été marquées par l'affrontement plutôt que par la collaboration. Cette situation a eu pour conséquences un manque d'insistance sur les objectifs et une absence totale de vision nationale de la part du gouvernement.

Les raisons à cela ne sont pas difficiles à cerner. Bien que le gouvernement parle de créer une économie innovatrice, ses orientations conviennent davantage à une époque révolue depuis longtemps. Sa perception des choses est désuète.

Comme beaucoup d'études l'ont montré, le gouvernement fédéral ne comprend pas les dimensions du changement à l'échelle mondiale. On en trouve des preuves partout. L'engagement du gouvernement fédéral à réduire les coûts est inébranlable, même lorsque toute l'économie est paralysée.

Pour le gouvernement, les chiffres importent plus que les gens, les emplois et l'avenir de nos jeunes. Ils importent plus que le dépôt sacré des soins de santé pour les personnes âgées et pour ceux qui n'ont plus de travail. Les messages que les Canadiens ont livrés au gouvernement sont empreints d'un vif sentiment de trahison et d'abus de confiance.

Les conséquences de cette détresse de la population à l'endroit du gouvernement fédéral sont étendues. En tant que représentants élus, nous devons communiquer avec les Canadiens au lieu de les sermonner.

Mais les perspectives de succès à cet égard sont enracinées dans la perception qu'ont les Canadiens des gouvernements. Or, le gouvernement conservateur a confondu la réticence des Canadiens à souscrire à ses orientations avec leur refus d'agir.

Les Canadiens sont prêts à agir. Ils continuent de croire qu'ils sont les artisans de leur propre avenir. C'est là un puissant atout, qui constitue une assise solide pour leur présenter des choix sur la façon d'améliorer leurs écoles et de s'assurer qu'ils ont des compétences et une motivation de classe mondiale.

Les Canadiens peuvent et veulent comprendre ce qu'il y a à faire. Cependant, ils ne se retrouvent plus dans le fouillis de messages contradictoires que le gouvernement leur envoie. Ils entendent des déclarations témoignant des préoccupations du gouvernement, mais ces déclarations sont faites précisément au même moment où le gouvernement ne tient pas compte de ces préoccupations. Il s'agit là encore d'un autre cas où le gouvernement se dégage de sa responsabilité.

Beaucoup d'entreprises s'entendent pour dire qu'il faut immédiatement prendre des mesures pour améliorer les compétences de la main-d'oeuvre. Il est essentiel que les connaissances et les compétences de ceux qui font déjà partie de la population active soient tenues à jour pour leur permettre d'être concurrentiels. Le rythme accéléré des progrès scientifiques et technologiques réduit la durée utile des connaissances acquises dans les écoles.